





Pour une sortie de crise positive

## Questions Contemporaines

Collection dirigée par J.P. Chagnollaud, B. Péquignot et D. Rolland

Chômage, exclusion, globalisation... Jamais les « questions contemporaines » n'ont été aussi nombreuses et aussi complexes à appréhender. Le pari de la collection « Questions Contemporaines » est d'offrir un espace de réflexion et de débat à tous ceux, chercheurs, militants ou praticiens, qui osent penser autrement, exprimer des idées neuves et ouvrir de nouvelles pistes à la réflexion collective.

### Derniers ouvrages parus

Jean-René FONTAINE et Jean LEVAIN, *Logement aidé en France, Comprendre pour décider*, 2011.

Marc WIEL, *Le Grand Paris*, 2010.

Theuriet DIRENY, *Ideologie de construction du territoire*, 2010.

Carlos Antonio AGUIRRE ROJAS, *Les leçons politiques du néozapatisme mexicain, Commander en obéissant*, 2010.

Florence SAMSON, *Le Jungle du chômage*, 2010.

Frédéric MAZIERES, *Les contextes et les domaines d'interventions de l'Attaché de Coopération pour le Français*, 2010.

Noël NEL, *Pour un nouveau socialisme*, 2010.

Jean-Louis MATHARAN, *Histoire du sentiment d'appartenance en France. Du XII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, 2010.

Denis DESPREAUX, *Avez-vous dit performance des universités ?*, 2010.

Vincent TROVATO, *Marie Madeleine. Des écrits canoniques au Da Vinci Code*, 2010.

Ricciarda BELGIOJOSO, *Construire l'espace urbain avec les sons*, 2010.

Collectif des médecins du travail de Bourg-en-Bresse, *La santé au travail en France : un immense gâchis humain*, 2010.

Cyril LE TALLEC, *Petit dictionnaire des cultes politiques en France*, 2010.

Steven E. Stoft, *Dépasser Copenhague : Apprendre à coopérer. Proposition de politique mondiale post-Kyoto*, 2010.

Bernard OLLAGNIER, *Communiquer, un défi français. De l'illusion du tout com' à la communication réelle*, 2010.

Jean-Pierre CASTEL, *Le déni de la violence monothéiste*, 2010.

Sergiu MIȘCOIU, *Naissance de la nation en Europe*, 2010.

Jean-Pierre LEFEBVRE

## Pour une sortie de crise positive

*Articuler la construction autogestionnaire  
avec le dépérissement de l'État*

L'Harmattan

## Du même auteur

### Essai

*Faut-il brûler les HLM ?*, L'Harmattan, 2008.

*Socialistes : l'autogestion ou le sarkophage ?*, 2007.

*Quel altermonde ?*, L'Harmattan, 2004.

Une expérience d'écologie urbaine, Le Linteau, 1999.

*La mauvaise graisse*, Bertout, 1999.

*Faim d'utopie*, Bertout, 1999.

...

### Roman

*Pousse de chiendent*, L'Harmattan, 2010.

*Le bois au coq*, Thélès, 2007.

*Caro moi*, Amalthée, 2005.

...

### Poésie

*Bilan prévisionnel*, 2007.

*La quarantaine*, Carte Segrete, 1994.

*Ika*, Messidor, 1989.

...

### Vidéo

80 films numériques de 50 minutes (entre 1988 et 2010)

...

© L'Harmattan, 2011

5-7, rue de l'École polytechnique ; 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>

[diffusion.harmattan@wanadoo.fr](mailto:diffusion.harmattan@wanadoo.fr)

[harmattan1@wanadoo.fr](mailto:harmattan1@wanadoo.fr)

ISBN : 978-2-296-13720-2

EAN : 9782296137202

## Introduction

Eté 2008 : les agences de notation, exclusivement américaines, attribuent des notes royales à toutes les grandes banques US, ainsi qu'aux hedge funds, les cotations boursières sont au zénith. Elles n'ont détecté aucun signe de dérive mortelle des marchés financiers qui sont « libres » depuis Reagan et Thatcher en 1989. La masse de monnaie du monde est 30 fois supérieure au total des PIB, produisant un enrichissement sans cause par sa seule circulation parasitaire. Kerviel et Madoff sont la partie émergée de l'iceberg, le système boursier planétaire et opaque repose sur les mêmes tricheries ! Sarkozy qui a promu DSK au FMI avec l'accord de Wall Street, flotte comme lui sur cette réalité escroque. Ils gèrent leur classe dominante, celle des grands intérêts financiers. L'invention de produits virtuels, algébriquement hyper-sophistiqués, qui font de l'argent sur des prêts hasardeux, sans aucune contrepartie ni en fonds propres ni en marchandises produites, (bonus, CDS, LBO, subprimes, titrisations et paradis fiscaux du joyeux mélange avec l'argent sale) les laisse de marbre. Le taux de plus value traditionnel, fondé sur l'exploitation de la force de travail, elle-même origine de toute richesse véritable, ne cesse de diminuer du fait de la mécanisation croissante de la force de travail, du remplacement du capital vivant par du capital constant. Pour freiner cette tendance irrémédiable à la chute des profits, l'exploitation des salariés sous payés du Sud n'est plus suffisante ni aux USA la planche à billets verts et la vente aux Chinois du déficit, il faut donc inventer sans cesse d'autres moyens pour généraliser l'escroquerie algébrique et alimenter le tonneau sans fond. L'essentiel est de ne pas se faire pincer et pour les banques,

d'atteindre la dimension du *trop-grand-pour-être-mis-en-faillite*.

Septembre 2008 : La bulle spéculative éclate. Les traders s'affolent. Les bourses et le dollar s'effondrent. La surconsommation artificielle américaine, payée par le reste du monde notamment par les prolétaires chinois, devient visible à l'œil nu dans ses déficits publics et privés, comme le rôle abusif du dollar comme monnaie de singe des échanges internationaux qui permet aux USA d'entretenir leur niveau de vie et leur super état, gendarme mondial du capitalisme : CIA, Pentagone, OTAN, Irak, Afghanistan, Israël, etc., une militarisation qui, en retour, garantit la valeur du dollar ! La moitié du budget discrétionnaire de l'Etat US est mangé par les dépenses militaires.

Panique : les gouvernements volent au secours du système financier international qui est menacé d'un collapsus fatal. Par centaines de milliards, l'argent public est injecté dans le système sanguin qui devait s'autoréguler tout seul, le sauvant cette fois encore de la crise cardiaque. Selon la recette : privatisation des profits, socialisation des pertes. Mais ce sont les Etats qui sont désormais guettés par le collapsus ! Sarkozy et les autres clament : *nous allons moraliser le capitalisme !* Les truands s'intronisent juge de paix.

Ecoutons Stiglitz, prix Nobel d'économie, keynésien convaincu, rien moins que gauchiste. Dans son ouvrage *Le triomphe de la cupidité* (LLL, 2010), il tente de vendre les solutions de Roosevelt qui datent de la première crise de 1929, celles d'une intervention généralisée de l'Etat. Léger problème : il oublie de rappeler qu'il a fallu la guerre de 39/45 pour en finir vraiment avec la crise économique, à quel prix de sang et de destructions puis le prolongement de la guerre froide pour en éviter le retour ! Le keynésianisme vainqueur sur les ruines du monde a alors fonctionné sous hégémonie US en encadrant relativement la spoliation capitaliste en laissant des miettes de plus value au salariat. En 1989, l'effondrement soviétique autorise la vague hyperlibérale : plus besoin d'Etat, le marché (*libre et sans contrainte !*) allait s'autoréguler, grâce à la fiction de l'équilibre obtenu par l'addition statistique d'individus, tous

parfaits consommateurs, autonomes et informés ! Ca ne marche évidemment pas car la publicité, la compétition aveugle, les lobbies, le court-termisme, l'obligation d'une marge minimum de 15%, l'opacité des casinos boursiers forcément haussiers désinforment et poussent au gonflement d'une bulle financière gigantesque dont la logique boursière est d'exploser tôt ou tard.

L'analyse détaillée par Stiglitz des remèdes utilisés par les Etats depuis 2008 conclut qu'il s'agit d'autant de cautères sur jambes de bois. Ils n'ont touché réellement à aucune des tares du système, ni aux titrisations, ni à la spéculation immobilière, ni aux paradis fiscaux, ni à la faiblesse des fonds propres, ni au délire des agences de notation, ni à celui des bonus, etc. Les marchés, à peine renfloués avec l'argent des salariés, sont aussitôt repartis à la hausse spéculative des valeurs bancaires quand les valeurs industrielles continuent de chuter au Nord avec l'emploi et les délocalisations. Les Bourses retournent au seul fondement de leur activité : la spéculation haussière jusqu'à l'éclatement des bulles.

L'erreur de Stiglitz c'est d'omettre que, même si les Etats capitalistes avaient la volonté de réguler, d'encadrer la sphère financière, ils ne pourraient le faire qu'au prix d'un alourdissement illimité d'une bureaucratie d'Etat aussi impavide et parasitaire que totalement inefficace face aux marchés financiers. Force est, aujourd'hui, de trouver autre chose : si globalement Stiglitz dit bien ce qu'on devrait faire, l'outil pour appliquer et contrôler ses remèdes au mal ne peut se situer ailleurs que dans l'organisation institutionnelle d'une intervention directe des citoyens concernés si on veut éviter le mal symétrique, celui de la lourdeur et de l'enlèvement bureaucratiques. Les services de l'Etat ont un prix. Ceux de la France coûtent trop cher : 7 points de PIB de plus que ses voisins européens ! Un gouvernement socialiste, fût-il dirigé par Besancenot et Mélenchon, devrait équilibrer les comptes, financer les retraites, la sécu, les HLM : l'excès des dividendes ne pourrait servir qu'une fois, sous peine du retour d'une inflation à deux chiffres, comme chez Chavez.

Juin 2010 : les bourses s'effondrent à nouveau, ce qui était prévisible. L'ultime barrage qui a enrayeré un moment la catastrophe financière, celui des Etats, se fissure, attaqué par ceux-là même qui viennent d'être sauvés avec l'argent public et qui assassinent dès lors tranquillement leur bienfaiteur ! Hors l'Etat, il n'y aura plus d'autre protection ! Les agences de notation, payées par les banques pourries pour leur attribuer de bonnes notes trichées, spéculent cette fois contre l'Euro, contre les Etats et les peuples qui ont dû subventionner leur folie spéculative. Elles dégradent exagérément la note de l'Etat grec, avant celles de l'Irlande, de l'Espagne, du Portugal, de la Grande Bretagne, etc. ! Certes la Grèce vivait au dessus de ses moyens, grâce aux conseils de truquage de Goldman Sachs, mais son déficit atteint 7,6 % de son PIB contre 6,5 pour l'union européenne et 7,4 pour la France, son déficit cumulé est certes de 145 % de son PIB mais l'Italie atteint 118 % ! Merkel et *DSK c'est exquis* infligent à la Grèce, pour des raisons électorales allemandes, un remède de cheval qui va achever le malade : des prêts à des taux trop élevés et une rigueur drastique qui vont précipiter la récession et empêcher tout redémarrage de son économie qui pourrait seul lui permettre de payer à terme ses emprunts et juguler peu à peu son déficit !

La spéculation s'en prend à l'Euro, seul capable, appuyé sur le PIB européen (trois fois celui de la Chine) de fonder avec les monnaies du BRIC et des souverains le socle nouveau d'une monnaie mondiale stable, capable de rationaliser les échanges monétaires en mettant un terme à la dangereuse fiction d'un dollar surévalué et ambigu, porteur d'un conflit d'intérêt aveuglant ! Les gagnants - très provisoires - sont les USA, encouragés à poursuivre dans la voie périlleuse et fictionnelle de fausse superpuissance.

Même M. Wolf, friedmannien reconverti à Keynes après 2008, déclare dans le Monde du 4 mai 2010 que : *les agences de notation qui assurent un service public devraient être financées par un impôt général...*

*Le rôle des grands établissements financiers est de toute évidence problématique : ils sont tout à la fois des casinos et les*

*plus gros joueurs... et si les choses tournent mal ce sont eux qui tirent avantage de la responsabilité limitée et qui sont les premiers bénéficiaires des plans de sauvetage des gouvernements. C'est là la garantie assurée de nouvelles catastrophes...*

Il rejoint Stiglitz : *il faut que l'Etat élargisse sa mission... à l'image de la Suède qui pratique des taux d'imposition élevés pour financer sa politique sociale exemplaire.*

*Les actionnaires privés opèrent par le biais d'intermédiaires financiers... les services publics par le biais d'institutions publiques ... Les deux systèmes se caractérisent par d'importants problèmes dus à la séparation entre propriété et contrôle...ou bien à une propriété hors de tout contrôle.*

*Les décideurs ne supportent pas le coût des erreurs et ne reçoivent pas non plus les avantages des succès... Cette phrase de Stiglitz est pour le moins équivoque, les salariés qui produisent tout ne décident rien et sont les seuls à payer pour les erreurs de ceux qui décident pour eux, qu'ils soient industriels ou financiers (souvent confondus en une seule personne). C'est bien là le fond du problème que Joseph Stiglitz ne veut (ne peut) percevoir. Il se situe moins entre les traders et les actionnaires qu'entre les propriétaires de moyens de production et ceux qu'ils exploitent.*

L'Etat n'est jamais neutre, il est ainsi que le rappelait Nicos Poulantzas (*l'état, le pouvoir, le socialisme*, PUF, 1978), la matrice spatiotemporelle, le lieu institutionnalisé de « l'équilibre déséquilibré » de la lutte des classes, celui des compromis successifs entre les uns et les autres mais où les dominants gardent toujours solidement le manche en main pour perpétuer et accentuer l'exploitation et la division du travail. Polanyi a démontré comment, même à ses débuts du XIXe siècle, le capitalisme sauvage anglais s'était installé et avait réalisé son accumulation primitive grâce à une intervention forcenée de l'Etat central. Le propre de l'Etat est de générer les excroissances bureaucratiques qui aggravent les difficultés qui pèsent sur les salariés.

*Les marchés sont inefficaces mais les Etats le sont encore plus, c'est l'argument des libéraux et leur critique de l'Etat n'est pas fautive de fond en comble. Toute cette logique est spéculative et propose des choix fallacieux. Nous n'avons pas le choix, nous devons avoir une forme quelconque d'action collective...reconnaît Stiglitz.*

*Le seul barrage contre ces abus, les libéralités inouïes au bénéfice des secteurs financiers est le processus démocratique...Pouvons-nous espérer, nous les citoyens, que des lois seront votées pour démanteler les banques-trop-grandes-pour-faire-faillite, trop grandes pour être gérées si ces dernières versent des contributions de campagne trop-grandes-pour-être-ignorées ? Quelle démocratie ? Celle qui fait voter pour un Président qui s'engage à gauche pour, une fois élu, poursuivre dans l'ornière conservatrice et financiarisée de son prédécesseur, comme Obama jusqu'à présent ? Quelle intervention étatique ? Celle des grands commis qui siègent indifféremment à Wall Street ou à Washington, ceux de l'ENA et du Corps des Ponts qui pantouflent dans les ministères ou les conseils d'administration du CAC 40 ?*

*Aujourd'hui nous devons inventer un nouveau capitalisme... Ne faudrait-il pas plutôt, au vu de l'obsolescence accomplie du système marchand, élaborer un nouveau modèle de socialisme ?*

*Nous n'avons pas le choix : si nous voulons rétablir une prospérité durable, nous avons besoin d'un nouvel ensemble de contrôles sociaux fondés sur la confiance entre toutes les composantes de notre société, entre les citoyens et l'Etat...dit encore Stiglitz mais, sans l'intervention organisée des citoyens à la source, cela demeurera un vœu pieux.*

*Nicos Poulantzas lui répondait trente ans plus tôt en évoquant la fin des illusions keynésiennes d'un capitalisme rationalisé, organisé et planifié, ayant entre autres réussi, par le biais d'un engagement tendanciellement illimité de l'Etat dans l'économie, à juguler ou à gérer ses propres crises...*

*L'Etat est en quelque sorte pris à son propre piège... : il ne peut désormais ni reculer ni avancer, ni s'abstenir ni contrôler*

*le noyau central de l'économie...A la place d'un Etat omnipotent, c'est plutôt à un Etat le dos au mur et face à un fossé que l'on a affaire...*

*L'Etat n'existe qu'à condition que soit garanti le noyau dur des rapports de production capitalistes, assurant l'exploitation de la classe ouvrière et des masses populaires c'est-à-dire l'exclusion de celles-ci des pouvoirs réels sur les moyens de production...*

La seule confiance qui désormais s'impose c'est celle des salariés dans leur propre intervention directe, à la source, dans les affaires de l'économie et de l'Etat.

Il n'est pas envisageable qu'un énorme bégalement historique fasse dépendre la fin de la crise d'un nouveau conflit mondial (prêt de s'enflammer en Israël, au Pakistan, en Iran, en Géorgie, en Chine totalitaire, etc.), pas davantage d'une longue période trentenaire d'austérité des salariés pour payer les frasques des spéculateurs qui dictent leur volonté cyniquement escroque à des gouvernements obéissants.

Encore un effort, M Stiglitz, cet ensemble de contrôles s'appelle l'autogestion, le contrôle vivant exercé par la base des citoyens sur tous les niveaux de la politique et de l'économie. L'histoire n'est pas bloquée, il lui reste à élaborer une forme de propriété sociale des moyens de production qui ne soit pas étatique, bureaucratique mais qui invente l'articulation entre une autogestion active de la base citoyenne et la transformation démocratique d'un Etat en voie de dépérissement.

## **La réponse mièvre du PS**

Les institutions françaises passent hélas par l'élection présidentielle, l'envers exact du profit annoncé, le contraire d'un processus démocratique. Ce sont les grands médias qui manipulent le vote des Français. Ils ont ainsi artificiellement fabriqué, sondages à l'appui, la madone royale des sondages, imposée en 2007 au PS. Après sa défaite annoncée de loin, celui-ci a évité de justesse le pire et, avec Martine Aubry et Benoît Hamon, mis la barre un peu plus à gauche. Beaucoup

reste à faire ! Après avoir, quelques mois avant la crise, répudié toute référence au socialisme et publié un manifeste en faveur de l'éternel retour du capitalisme, ils rapetassent le programme liquidateur sans convaincre. Christian Paul, *président du laboratoire des idées du parti socialiste*, écrit dans le Monde :

*Nous devons réguler et adoucir la société qui émerge, échapper à la dictature du court terme et parler d'un dessein de civilisation, d'un nouveau modèle contre la crise...*

*La troisième révolution industrielle met le salarié devant l'écran, elle permet que les savoirs deviennent un bien commun...l'espoir d'une nouvelle renaissance prépare des citoyens plus autonomes à une démocratie de haute intensité...*

*Il faut réinventer l'action publique, faire de la gestion un préalable... pour un nouveau partage des richesses..., une revalorisation du travail, une progressivité de l'impôt, un plafonnement des écarts de richesses (de un à vingt), des régulations qui combattent la voracité d'un système financier, une sécurité sociale professionnelle, un Etat investisseur social...il faut parier pour une société créative...marier les énergies innovantes, celle des salariés, des entrepreneurs, des chercheurs...*

L'analyse des débats du PS par Jean-Michel Normand (Le Monde, 30/ 4/10) introduit quelques traits de gauche plus précis :

*Le changement profond de modèle de société est nécessaire...il faut s'intéresser au long terme plutôt qu'au court terme...au bien-être plutôt qu'à l'avoir... à la solidarité plutôt qu'à l'individualité...à une échelle de salaires de 1 à 20 dans les entreprises nationales – et dans les autres ? A Ceralep, sauvée de la délocalisation par l'autogestion, l'échelle des salaires est de 1 à 3 et ça marche ! Mais, recul historique, le PS abandonne la RTT qui devrait pourtant dans une économie assainie constituer l'objectif essentiel du progrès productif. Important : Généraliser la présence des salariés dans les conseils de surveillance des entreprises... Mais présence symbolique ou droit de veto contre les orientations antisociales,*

les délocalisations, la spéculation, etc. ? Arnaud Montebourg (*Des idées et des rêves*, Flammarion, novembre 2010), produit un réquisitoire pertinent sur le système capitaliste vieillissant, sur ses intolérables inégalités, les primes aux rentiers et héritiers, la catastrophe écologique imminente, l'urgence d'une réindustrialisation intelligente de la France, etc. Quel dommage que la montagne critique n'accouche que d'une souris rose et verte et que ses propositions gouvernementales avancées et sérieuses n'aillent pas jusqu'au bout en se donnant les moyens : l'amorce d'une démocratie autogestionnaire, seule garante de la réalisation de ses souhaits généreux. Sa VI<sup>e</sup> République semble abandonnée, se limitant à l'abandon du présidentielisme, pour revenir aux jeux parlementaires de la IV<sup>e</sup> ?

Tout cela témoigne cependant d'un frémissement à peine perceptible. Mais peut-on moraliser les requins ? Le mot d'ordre général *rassurer les marchés* dépasse en fripouillerie l'imagination trader la plus fertile ! Les brigands vous on dévalisé et il faut rassurer les brigands pour qu'ils continuent de le faire en toute impunité ! Se serrer pendant trente ans la ceinture pour combler l'abîme sans fond car les nuisants n'ont pas attendu trois ans pour repartir au casino des bourses et jouer de plus belle ! Les yachts et les Rolex les attendent. La bourse est nocive en soi : elle ne fonctionne qu'à l'augmentation des valeurs, fussent-elles fictives, à la spéculation, au bout, mathématiquement, il y a la chute et la bulle éclate !

*Les turbulences périodiques ont montré l'incapacité des opérateurs, amateurs ou professionnels, à estimer la valeur durable d'un titre de société et la solidité du marché dans son ensemble... Dans les faits, c'est le marché boursier qui présente la plus forte asymétrie d'information...La concurrence apparente qui se manifeste à la bourse soutient une activité transactionnelle qui repose sur une augmentation indéfinie du prix des actions cotées.*

*...la Bourse, étrangère au monde de la production concurrentielle, ne peut apporter de contribution spécifique à la croissance du pouvoir d'achat collectif...les opérateurs financiers les plus performants n'apportent rien au pot commun*

*que forme l'ensemble des activités économiques... (La trahison des économistes, Jean-Luc Gréau, Gallimard, 2008).*

Les banques et les Bourses ne peuvent être nationalisées comme le demande Besancenot, sous peine de recréer l'usine à gaz bureaucratique de la banque d'Etat, appuyé sur un Gosplan centralisé de type soviétique. Et si tout simplement on fermait les bourses pour les empêcher de nuire ? Et en attendant, qu'on leur appliquait la RTT : un jour puis deux jours de fermeture par semaine ? Les investissements de pointe ? Il reste une énorme armature de banques qui peuvent s'en charger pleinement quand Internet peut informer les investisseurs.

La fermeture des Bourses s'impose comme une décision de salubrité publique. L'invention légale de conseils de surveillance des banques, composés de représentants élus des salariés, des titulaires de compte et d'actionnaires, ceux-ci minoritaires, peut seule arracher leur fonction aux spéculateurs. Pratiquer le contrôle à la source plutôt que créer une usine à gaz bureaucratique de plus, inefficace et ruineuse.

Que propose le PS pour progresser dans cette direction, se rapprocher à long terme de la propriété collective des moyens de production qui, seule, permettrait de tarir définitivement la source de la spoliation du travail salarié, seul créateur de richesse, et de vaincre la voracité du système financier ?

## **Opération DSKSKI**

Relançant la vielle pub chocolatée d'avant guerre, *Eleska c'est exquis*, le Nouvel Obs., après la comète Royal, lance une nouvelle fusée, avec l'émergence stellaire de DSK. Les sondés de droite l'appuient fort évidemment, faussant la compétition avec d'autres candidats de gauche. C'est peu de dire que nous doutons de sa capacité de mener à bien un quelconque programme salvateur. Lui-même, une des plus grosses fortunes de France, a été choisi par Sarkozy et accepté par les USA pour gérer les affaires de la finance internationale dans un FMI dont on sait comment ses remèdes excellèrent à tuer les malades des premières crises, dragons asiatiques ou Argentine. C'est lui qui aujourd'hui rassure les marchés en imposant l'effondrement

social à la Grèce par des crédits d'un taux de trois points plus élevés que ce qu'ils lui coûtent, sans un mot contre les scandaleuses agences de notation et qui exige un plan d'austérité assassin, en attendant que Sarkozy l'étende à la France, comme Fillon vient d'en annoncer les prémisses. Gageons que DSK pourrait faire siennes les phrases pieuses du *laboratoire d'idées PS* sans vraies idées et mettre en pratique exactement le contraire, comme ses prédécesseurs à la tête du PS en ont pris de tout temps la très mauvaise habitude. A commencer par son fondateur, Léon Blum dont les débuts de carrière furent éloquents : secrétaire de Jaurès lors de l'affaire Dreyfus, il quitte tôt la politique pour la critique d'art et les pantoufles du Conseil d'Etat. Jaurès assassiné en 1914 pour son opposition à la guerre, il reprend aussitôt du service. Pour prolonger le combat pacifiste de son mentor ? Pas du tout, pour lui tourner le dos et entrer au gouvernement de « défense nationale », jusqu'en 1918, avec des millions de morts dont les fusillés socialistes de Verdun ! Certes, il symbolisa aussi le Front Populaire mais pour finir dans la non-intervention en Espagne ! En Allemagne, les socio démocrates, après avoir mené la guerre impérialiste, assassinèrent leur ancienne camarade de parti Rosa Luxemburg en 1918.

Passons sur Guy Mollet qui avait encore la vraie fausse excuse du stalinisme pour poursuivre ses honteuses guerres coloniales. Evoquons Mitterrand pour constater comment ce Fregoli bourgeois, passé par toutes les couleurs de l'arc-en-ciel politicien, de Pétain à Marx, a contré les orientations salutaires de mai 68, autogestion et dépérissement de l'Etat qui de 70 à 80 s'étaient emparées de l'ensemble des formations de gauche pour, avec la complicité du stalinien Marchais, s'engager dans une étatisation accentuée de l'économie et de la politique françaises afin, dès 1983, d'opérer un superbe virage de 180 ° à droite pour les mettre comme jamais au service exclusif de la grande bourgeoisie ! Quelle garantie peut apporter aux salariés exploités la fuite éperdue des pigeons socialistes vers les écuelles sarkozystes, faut-il énumérer la longue litanie des arrivistes, des Bockel, Attali, Rocard, Lang, Besson, jusqu'à DSK lui-même, la soupe est exquise, avec rarement la condamnation claire des instances nationales ! Sans verser dans

un antisocialisme dogmatique et stérile, comment s'étonner qu'aux régionales, une majorité d'électeurs populaires se soit réfugiée dans l'abstention voire le vote Le Pen ? Le cynisme arriviste a des limites. Ramener l'électorat populaire à une démocratie sociale et active nécessitera d'autres moyens que les phrases lénifiantes sur le *care* de Martine Aubry. Il faudrait organiser les conditions de leur intervention directe en politique, le contrôle démocratique permanent par eux-mêmes, à tous les échelons économiques et politiques, engager l'autogestion pour juguler la malfaisance capitaliste. A commencer par la base dévoyée de l'édifice démocratique, les municipalités, aujourd'hui fabriques de potentats immuables assis sur leur matelas bureaucratique et qui se dupliquent aux niveaux départementaux, régionaux, nationaux, encalaminant toute avancée anticapitaliste significative.

### **Nicos Poulantzas : une analyse précieuse de l'Etat**

En 1978, juste avant l'effondrement idéologique marchomitterrandien, Nicos Poulantzas publiait *l'Etat, le pouvoir, le socialisme* (PUF). Ouvrage remarquable qui fait un point rigoureux sur les théories marxistes de l'Etat et pointe ses insuffisances y compris chez les classiques. Il les prolonge dans le droit fil de l'expérience de mai 68. Ce texte, trente ans après, n'a pas pris une ride, comme si l'histoire s'était gelée pendant tout ce temps et qu'elle venait de se réveiller soudain avec la crise. Il pointe l'erreur fondamentale de Lénine, critiquée par Rosa Luxembourg dès 1918 : faire table rase de l'Etat bourgeois et lui substituer l'édifice des soviets de base, moins la liberté d'expression conquise par les masses au cours du siècle précédent, il va réaliser la prophétie de Bakounine, se transformer en dictature du parti, de sa nomenklatura puis en celle de son chef, dangereux paranoïaque.

Extraits :

*L'Etat constitue l'unité politique de la classe dominante. Il remplit ce rôle d'organisation et d'unification de la bourgeoisie, du bloc au pouvoir... c'est la condensation matérielle d'un rapport de forces entre classes et fonctions de*

*classes. L'Etat instaure le rapport particulier entre l'histoire et le territoire... entre la matrice spatiale et la matrice temporelle impliquées par le rapport de production et la division sociale du travail...*

### **Le socialisme :**

*Il ne saurait s'agir d'une transformation étatiste de l'appareil d'Etat mais d'une transformation de l'appareil d'Etat allant dans le sens du dépérissement de l'Etat.*

*Il ne s'agit pas de faire la synthèse entre les deux traditions du mouvement populaire, l'étatiste et l'autogestionnaire, qu'il faudrait coller ensemble. Il s'agit de se situer dans une perspective globale du dépérissement de l'Etat, perspective qui comporte deux processus articulés : la transformation de l'Etat et le déploiement de la démocratie directe à la base.*

*Sans ce mouvement déployé et actif des masses populaires... rien ne pourra empêcher la social démocratisation de l'expérience...*

*On ne peut se contenter de modifications sommaires de l'appareil d'Etat, il faut procéder à des ruptures profondes*

*Il faut une articulation réussie entre une démarche représentative transformée et la démocratie directe à la base... contre l'étatisme bureaucratique des experts...*

### **Jean-Pierre Faye et la crise de l'économie narrative.**

Dans un bref et passionnant essai, *La crise, la bulle et l'avenir*, (Hermann, 2010), le philosophe introduit comme parallèle et accompagnement aux deux crises financières 1929/2008, celle de *l'économie narrative*. Lisez : le grand effondrement idéologique qui a précédé, accompagné la crise de 1929, sous la forme des totalitarismes hitlérien et stalinien. Il réfléchit à la seconde crise mondiale, la nôtre, qui ne concerne pas que les finances mais est bien une crise générale du capitalisme, comme l'affirmait le sociologue Wallerstein dans le Monde. Crise écologique, productive, énergétique, sociale, militaire, etc., avec deux issues envisageables : un progrès dans

un socialisme nouveau ou bien une régression dans des formes totalitaires inédites qui aggravent l'inégalité et liquident rationalité et démocratie. L'idéologie est sollicitée pour produire ces différentes utopies (ou dystopies).

Rappelant la découverte par Kondratiev des crises cycliques du capitalisme, il s'interroge : *Quelle est l'étrange logique qui a conduit, au milieu de la grande dépression, l'un des peuples les plus chargés de culture et de science dans le borbier sans espoir de la plus monstrueuse et la plus cruelle des idéologies ?*

Il souligne le rôle des grands intellectuels, Jünger, Schmitt mais surtout Heidegger dans ce basculement délétère dans le national-socialisme (la jeune élite intellectuelle allemande adhéra massivement aux SS, dont Gunther Grass et Benoît XVI) :

*La crise le pousse (Heidegger) dans « les merveilleuses mains du Führer » et va lui faire voir « l'être » dans la « race », le Rassesein, l'être-race, cette invasion du pire Heidegger qui, dès 1931, décrit sa résolution en faveur des mesures d'arrestation et d'assassinat prévus par le « Document » découvert dans les affaires du SS Werner Best à l'hôtel Boxheimer...*

*En 1932, Karl Schmidt prononce une conférence devant une assemblée des maîtres de l'économie réelle » sur le thème « de l'économie saine dans un Etat fort... »*

*Un an après plusieurs centaines de députés nazis réalisent l'Etat total (d'où) seulement peut surgir une « révolution » également totale...*

*Heidegger exige dès 1934, l'extermination totale de « l'ennemi de l'intérieur », l'Asiatische, lisez le Juif.*

*Cinq ans plus tard, la machine économique hitlérienne ne peut plus continuer à faire illusion, elle doit maintenant répondre par la guerre ou ne plus répondre de rien...*

*Le tissage d'une économie narrative, tressée de l'économie réelle peut contribuer à refaire le tissu international du monde...*

*L'économie racontée serait donc une « langue légère », qui s'envole... qui anticipe sur les mouvements dans ladite « langue des marchandises » comme la nomme Marx, la langue lourde...*

*Le mouvement perpétuel de l'anticipation se traduit aujourd'hui par le jeu des traders et des bonus, à mi-chemin entre l'écriture automatique du surréalisme et le gang des vols à main armée...*

*La remise en marche de l'économie américaine est appuyée sur le même déchaînement des risques spéculatifs... qui avaient déjà fait la tentative rooseveltienne de régulation financière...*

*En 2002 lors d'un colloque à la TGB, on a présenté... l'influence considérable de Heidegger (« le plus grand philosophe du siècle ! ») sur les penseurs français comme le récit d'une conquête...*

*Un participant a pu y déclarer que ... notre intégrité intellectuelle nous oblige à nous demander si le national-socialisme ne représente pas la réponse authentique à la question de savoir comment nous devons vivre... ( !!!)*

*...Cette file de consentement à la terreur brune nous introduit non pas au secret de la métaphysique mais au plus secret de la plus grande tragédie politique, philosophique de l'histoire...*

*Faye évoque la deuxième guerre d'Irak de Bush qui a eu pour effet de créer un monstre politico-économique et depuis, sur l'autre face, le président iranien fondamentaliste accueillant le révisionniste Faurisson à Téhéran.*

*Il manque sans doute, pour la symétrie de ces propos prémonitoires, une analyse de la politique d'apartheid israélien qui, en poursuivant la dernière guerre coloniale du XXe siècle, cette fois contre le peuple palestinien au nom de la fiction idéologique d'une Terre promise dont Shlomo Sand (*Comment le peuple juif fut inventé, Flammarion, essais, 2010*) a révélé l'inanité historique, nourrit parallèlement la fascisation d'un certain monde arabe en renouant avec nombre des méthodes de leurs anciens bourreaux, dans un retournement politique et éthique à la mesure de la nouvelle tragédie sociétale traversée par l'humanité.*

Evoquons le réveil européen des extrêmes droites nationalistes, Italie, Autriche, Hollande, Belgique, France, Suède, etc.

Il manque également l'évocation du totalitarisme chinois qui perdure et inquiète, malgré la caution maoïste-pauliniste (!) de Badiou. Sans verser dans le péril jaune et sans désespérer de la grandeur du peuple chinois ni sous-estimer ses premières luttes sociales, la stagnation autoritaire des institutions chinoises interroge quand leurs capitalistes font leur entrée au comité central du PC. Si 20 % de la population est sortie du sous-développement millénaire, des millions de paysans chinois attendent encore leur « libération » d'un travail en usine sous payé. Ces heureux nouveaux salariés sont stockés dans des gratte-ciel qui font table rase des traditions d'urbanité et d'échanges sociaux de la Chine, créant une situation auprès de laquelle les problèmes insolubles de nos grands ensembles risquent de faire figure d'épiphénomènes.

La moindre velléité de contestation durement réprimée, les télévisions et Internet dûment censurés, ainsi que le chauvinisme croissant, rendent très problématique une évolution démocratique à terme.

Force est de s'interroger sur des manifestations brutales d'obscurantisme dans des zones politiques où on les attendrait le moins. Il en est ainsi de la lamentable démolition du quartier expérimental de 440 superbes HLM en gradins jardins des Poètes à Pierrefitte. Malgré l'opposition unanime des habitants, la prise de conscience de l'intelligentsia architecturale et un référé du tribunal administratif de Montreuil qui l'interdisait en novembre, un second jugement l'autorisait en février. Au moment où la crise du logement social sévit comme jamais, l'ensemble de la classe politique et des médias nationaux a porté cette mauvaise action. Sans l'intervention d'un leader de la gauche radicale, le député Patrick Braouezec, la réhabilitation (quinze fois moins chère) eût été choisie. Ce cas d'école mérite d'être finement étudié, il renvoie à des questions de société, à l'effondrement idéologique, simultané à la crise comme à la totale dérive bureaucratique des institutions municipales.

Un livre collectif auquel j'ai participé, *L'autogestion hier aujourd'hui demain*, est paru chez Syllepse. Il fait un recensement exhaustif des théories et expériences autogestionnaires de 1792 à Ceralep en 2005. Il met l'accent sur le foisonnement des formes, les succès et insuccès, insistant sur les plus récentes, notamment en Amérique latine. Il rappelle comment, en 1967, si personne ne parlait d'autogestion, de 1970 à 1980, tous les partis de gauche l'avaient peu ou prou repris dans leur programme, avant que Mitterrand et Marchais ne la jettent aux orties : réponse aux pessimistes qui aujourd'hui refusent l'autogestion parce que « personne n'y croit » !

L'ouvrage ne clôt aucune direction de réflexion mais permet de creuser les interrogations vitales.

L'état idéologique déliquescent de la gauche, radicale ou pas, décourage nombre de militants. Sortir du capitalisme mais comment et pour quoi ? La formidable complexité des mécanismes de production et d'échange, si elle ne doit pas effrayer et démobiliser les militants, interroge sur chacun de ses mécanismes : que faut-il en changer, que faut-il garder ? Table rase ou réforme ? Par quoi remplacer, avec quelles priorités ? Le capitalisme, avec la crise de 2008 (redoublée par la crise écologique et celle des énergies) a sans doute atteint un point de non retour. Cela ne peut faire oublier que pendant 50 ans les retombées sociales de ce système inégalitaire a profité à des centaines de millions d'êtres humains ni qu'il tire aujourd'hui les BRIC du sous développement, ce que le « socialisme réel », par en haut, par l'étatisation, n'avait su faire.

La préoccupation dirimante, de même niveau que la liquidation des tares capitalistes, est donc de garder du système tous ses paramètres d'efficacité productive, de dynamisme, par rapport aux monstrueux exemples de régression bureaucratique disponibles sur la totalité de la planète lors du siècle précédent.

### **Les points faibles du capitalisme français.**

Il convient d'énumérer d'abord les points communs à la sphère mondiale.

**I** Nous avons abordé plus haut comment le système financier crève sa bulle et s'affole dans le monde entier sans autre solution qu'une intervention urgente et massive de l'Etat, si longtemps décrié. Depuis deux ans, ils n'ont mis en place aucune des réformes nécessaires pour une régularisation à long terme. La raison est évidente : l'Etat n'est que le bras armé du CAC 40, du marché. L'interpénétration entre politiques de droite, hauts fonctionnaires de l'Etat et actionnaires des banques est patente. Fait aggravant, les remèdes étatiques à court terme aggravent la situation à long terme : l'alourdissement du parasitisme de la bureaucratie étatique pèse sur le taux de profit.

**II** L'accroissement des richesses est constante, autre chose étant leur critère d'utilité réelle. Il résulte de l'injection de plus en plus directe de la connaissance dans les processus de production. Mais le système est incapable de diminuer l'inégalité sociale sur la planète, bien au contraire. Les salariés ont de plus en plus de mal à bénéficier des retombées de la productivité générale. Le système obsolète est impuissant à diminuer l'exclusion des plus pauvres, y compris dans ses zones les plus riches, encourageant ainsi la montée des violences sociétales.

**III** Le monde en vient à l'impossibilité de négliger désormais le coût écologique dans les prix de revient de la production, sous peine pour l'humanité de ruiner son environnement et de disparaître comme nombre d'autres civilisations du passé. Loin de constituer ce que des irresponsables nomment la deuxième chance du capitalisme, les coûts de l'écologie sont un nouveau facteur de diminution du taux de profit, aggravant la contradiction principale qui mine le système capitaliste à sa phase agonisante.

La disparition annoncée des énergies fossiles agit dans le même sens.

**IV** De la même manière que les autres « cigales » du Nord, (USA, Gde Bretagne, Italie, Espagne, etc.), les capitalistes français ne parviennent pas à maintenir une industrie exportatrice, contrairement aux « fourmis » allemandes,

scandinaves ou chinoises. Leur nature même d'agents capitalistes leur fait rechercher les taux de profits immédiatement rémunérateurs dans les bas salaires du Sud. Ils abandonnent ainsi tout souci d'intérêt national ou de long terme. Les remèdes de cheval de DSK et de Merkel aggravent la peine : l'austérité drastique imposée aux salariés européens - provoquée en dernier ressort par la spéculation des actionnaires - accélère la récession et empêche tout retour à la normale. L'espoir faussement annoncé de s'aligner sur les normes de rentabilité germanique est fallacieux : l'Allemagne ne peut s'enrichir que de la faiblesse des « cigales », si chacun rattrape le leader, personne n'exportera plus. Le créneau de la machine outil est difficilement récupérable par les patrons français, faibles en PME exportatrices et qui n'investissent que dans les domaines de la facilité : tourisme, vin, luxe, bâtiment, supermarchés, etc. Le Grand Paris d'une Défense concurrent de la City est surtout un pari anachronique et ridicule, l'avenir n'est certes pas aux spéculateurs ! Demain, inexorablement, les BRIC se passeront de la technologie des fourmis du Nord en liquidant leur industrie si celle-ci n'instaure pas la seule protection qui soit : outre un protectionnisme raisonné contre le dumping social des BRIC, le contrôle direct de salariés qui luttent pour la survivance de leur industrie nationale en réinvestissant dans les chaînons manquants des consommations de base. Ils pourront dépasser la concurrence mortelle en augmentant la productivité par l'automatisation généralisée, la diminution du capital variable, créant en même temps une spécialité précieusement exportable. La récupération du temps gagné sera investi dans la RTT et de nouveaux modèles de consommation fondés sur l'être et la culture plus que sur l'avoir et la daube médiatique : pas d'autres solutions à terme que la construction d'un nouveau modèle de société, écologique, cultivé et autogestionnaire, assorti d'un nouvel urbanisme empathique.

V Le facteur typiquement français est le colbertisme, la lourdeur traditionnelle de l'appareil d'Etat bureaucratique à tous ses niveaux : national, départemental, régional, municipal, dans la santé, l'urbanisme, etc. Cette dérive suicidaire a connu une

accélération sans précédent avec l'impasse mitterrandienne : Il fallait écarter les salariés de la solution vitale de l'autogestion, qui, dans les années 70, s'emparait de larges milieux (jusque chez les gaullistes). Il fallait renforcer les tares rédhibitoires de notre idiosyncrasie, le cancer bureaucratique, en proposant à une minorité de salariés cette fausse et précaire solution de protection salariale contre le chômage et l'exploitation. Les effectifs ont partout explosé en même temps que les dysfonctionnements se multipliaient au même rythme. Le combat des salariés a été largement dévoyé, nombre de syndicats et de militants radicaux se transformant en courroies de transmission des lobbies bureaucratiques avec un mot d'ordre unique et imbécile : développons les services publics ! Le NPA dit : *Créons un Gosplan, une banque d'Etat unique, embauchons demain un million de fonctionnaires*, quand il faudrait au contraire leur substituer partout des entités autogestionnaires légères, contractualisées, dynamiques, animées par un marché régulé.

Tels sont les points faibles particuliers du capitalisme français qui pourraient en faire, sous réserve de conditions subjectives plus favorables - une théorie efficiente du passage au socialisme autogestionnaire appropriée par la gauche - le maillon faible de l'impérialisme où une solution socialiste viable puisse se frayer son long chemin difficileux.

### **L'autogestion est la solution, si elle devient le bien de la majorité du salariat.**

Le problème essentiel est aujourd'hui de convaincre les Français de la supériorité économique des solutions autogestionnaires, leur supériorité en matière de finance, d'écologie, d'égalité et de culture apparaissant évidente. La responsabilité historique des intellectuels et des partis de gauche est de ce point de vue considérable.

La crainte, fondée dans les années 1970/80, était que l'autogestion ne débouchât sur un laxisme généralisé et donc sur une chute de la production et du niveau de vie global, y compris celui acquis par les salariés durant les trente glorieuses de croissance globale et concédé par le keynésianisme. La